

MINISTÈRE  
DES PENSIONS,  
DES PRIMES  
ET DES ALLOCATIONS  
DE GUERRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

# NOTIFICATION

*d'un arrêté portant concession d'une pension militaire de retraite  
à titre de blessures ou infirmités.*

DIRECTION  
DE LA LIQUIDATION  
ET  
DE L'ÉTAT CIVIL.

1<sup>er</sup> SERVICE.

1<sup>er</sup> BUREAU.

Paris, le **22 JANV 1920** 1920.

Numéro de la pension  
au contrôle général du Ministère  
des Pensions (7<sup>e</sup> série)

*182128*

Le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre fait connaître au militaire dénommé ci-contre que, par arrêté en date de ce jour, il lui est accordé, en vertu de la loi du 31 mars 1919, une pension ~~TEMPORAIRE~~ montant à *quatre cent quatre-vingt francs*, laquelle sera inscrite au Trésor public avec jouissance du *26 février 1917* au *25 février 1920*, sous réserve des règles relatives au cumul rappelées par l'article 58 de la loi du 31 mars 1919.

NOM  
et  
PRÉNOMS.

*Caron Gabriel*

GRADE,  
etc.

*Soldat*

La liquidation de cette pension a subi la revision légale du Ministère des Finances. Néanmoins le droit de recours reste ouvert à l'intéressé dans les conditions prévues par la loi du 31 mars 1919 (Titre IV reproduit ci-contre).

Pour le Ministre et par délégation :

Pour l'Intendant Général,  
Directeur de la Liquidation et de l'État civil,

*J.* Le Sous-Directeur, Chef du 1<sup>er</sup> Service,

*J. Huan*

POSITION  
à  
la date  
de la  
liquidation.

En congé  
dans ses foyers.

*Sauf déduction des sommes  
perçues depuis 1<sup>er</sup> janvier  
1917 au 30 juin 1920 à  
titre de gratification*

DOMICILE.

*Mattigny  
par Vallon en  
Sully*

DÉPARTE-  
MENT.

*Allier*

## RENSEIGNEMENTS.

L'extrait d'inscription de cette pension au Trésor public parviendra à l'intéressé par la voie du sous-intendant militaire du département où il a déclaré vouloir établir son domicile.

C'est en effet à ce fonctionnaire que le certificat d'inscription au Trésor public de sa pension sera ultérieurement envoyé. Le pensionné sera avisé de la date à laquelle cet envoi aura été effectué.

NOTA. — Cette pièce ne pourra être adressée au sous-intendant militaire que deux mois environ après la date de l'arrêté de concession, temps nécessaire au Ministère des Finances pour l'établissement du titre de pension.

Il est inutile de la réclamer à ce fonctionnaire avant l'expiration de ce délai, et de recourir, pour en accélérer l'expédition, à l'intervention des agents d'affaires.

Toutefois, pour éviter tout retard dans l'envoi et la remise du titre de la pension, il est nécessaire de faire connaître immédiatement au Ministre et au Sous-Intendant militaire chargé du service des pensions dans le département, le lieu de résidence, s'il n'est pas le même que celui indiqué sur la présente lettre.

Si, après la réception de son certificat d'inscription, le titulaire de la pension avait l'intention d'en toucher les arrérages dans un autre département, sa demande à ce sujet devrait être adressée au Ministre des Finances, seul chargé de tout ce qui se rattache au paiement de la Dette inscrite.



# NOTIFICATION DES BASES DE LA LIQUIDATION DE LA PENSION.

## NATURE ET DESCRIPTION DE L'INFIRMITÉ.

Brèche osseuse de 2 cms. sur 2 cms. à la région interpariétale avec céphalées, brouillard devant les yeux à l'occasion de la marche et de la fatigue, consécutive à une plaie pénétrante ayant nécessité la trépanation

## GRADE SUR LEQUEL LA PENSION A ÉTÉ RÉGLÉE.

Étant titulaire du grade de Soldat, l'impétrant a droit à la pension dudit grade.

## FIXATION DU TAUX.

Pension de retraite pour blessure ou infirmité (20 p. o/o).....

Article 10 de la loi.....

Article 12 de la loi.....

MAJORATIONS.

TOTAL.....

Article 13 de la loi..... Majoration trait. à 50.7.

TOTAL GÉNÉRAL.....

FRANCS.	CENTIMES.
480	;
480	;
180	;
660	;

VÉRIFIÉ :

Le Sous-Chef,

Pour extrait certifié conforme :

Le Liquidateur,

McBaird



# EXTRAIT DE LA LOI DU 31 MARS 1919.

## TITRE IV.

### Voies de recours.

**ART. 35.** — Toutes les contestations auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi seront jugées en premier ressort par le tribunal départemental des pensions du domicile de l'intéressé et en appel par la cour régionale des pensions.

Le Conseil d'Etat ne pourra être saisi que des recours pour excès ou détournement de pouvoir, vice de forme ou violation de la loi.

Toutefois, les contestations auxquelles donnera lieu l'application de l'article 58 de la présente loi seront directement portées devant le Conseil d'Etat.

**ART. 36.** — Le tribunal départemental des pensions est composé :

Du président ou d'un vice-président du tribunal civil du chef-lieu du département, remplissant les fonctions de président ;

D'un juge au tribunal civil du chef-lieu du département ;

Du vice-président du conseil de préfecture ou, à son défaut, du conseiller de préfecture le plus ancien ;

D'un médecin choisi sur la liste des médecins-experts près les tribunaux ou sur une liste de dix membres présentés par les syndicats ou associations de médecins du département ;

D'un pensionné tiré au sort en même temps qu'un pensionné suppléant sur une liste de vingt membres présentés par les associations de mutilés et réformés du département et agréée par le tribunal des pensions.

Le médecin et un médecin suppléant seront désignés par le Ministre de la Justice.

Le vice-président du tribunal civil, dans les tribunaux où y a plusieurs vice-présidents, et le juge prévu au paragraphe 3 seront désignés annuellement par le tribunal.

Les fonctions de commissaire du Gouvernement seront remplies par un fonctionnaire de l'intendance militaire désigné par le Ministre de la Guerre ou par un officier de l'intendance maritime, désigné par le Ministre de la Marine ou par le Ministre des Colonies.

Le greffier du tribunal départemental des pensions et les commis greffiers, s'il y a lieu, seront ceux du tribunal civil du chef-lieu du département.

**ART. 37.** — Il est institué, au chef-lieu du ressort de chaque cour d'appel, une cour régionale des pensions, qui est ainsi composée :

1° Un président de chambre à la Cour d'appel, désigné annuellement par le Ministre de la Justice, et remplissant les fonctions de président ;

2° Deux conseillers à la Cour d'appel, également désignés chaque année par le Ministre de la Justice.

La Cour d'appel, de son côté, désigne trois magistrats suppléants.

Les fonctions de commissaire du Gouvernement seront remplies par un fonctionnaire de l'intendance militaire, désigné par le Ministre de la Guerre, ou par un officier de l'intendance maritime, désigné par le Ministre de la Marine ou par le Ministre des Colonies.

Le greffier de la cour régionale et les commis greffiers, s'il y a lieu, seront ceux de la Cour d'appel.

**ART. 38.** — L'intéressé doit, à peine de déchéance, saisir le tribunal départemental des pensions dans le délai de

six mois à dater de la notification de la décision qui a prononcé le refus de pension ou qui a arrêté le chiffre de la pension.

Le tribunal sera saisi par l'envoi d'une lettre recommandée adressée au greffier.

Dans les huit jours qui suivront, communication sera faite de la demande du contestant, au général commandant la région, ou au Ministre de la Marine, suivant les cas, afin que l'Administration de la Guerre ou de la Marine produise, au plus tard dans le mois, le dossier devant le tribunal avec ses observations.

Le président du tribunal convoque ensuite dans son cabinet le demandeur et le représentant du Ministre compétent pour une tentative de conciliation. Le demandeur peut être assisté, dans cette comparution, de son médecin et de l'avocat ou de l'avoué qui lui aura été commis. En cas d'accord, le chiffre de la pension est fixé par l'ordonnance du président qui en donne acte en indiquant, à peine de nullité, la nature de l'infirmité et le degré d'invalidité qui ont servi de base à la fixation de la rente allouée.

En cas de non-comparution du demandeur ou en cas de non-conciliation dont il est également dressé procès-verbal, le demandeur est cité devant le tribunal des pensions, par lettre recommandée avec accusé de réception, et ce, à la date fixée par le président, en observant au moins un délai de huit jours.

**ART. 39.** — L'audience sera publique. Toutefois le tribunal, sur la demande de l'intéressé, pourra ordonner que les débats auront lieu en chambre du conseil.

Le demandeur pourra comparaître en personne. Il pourra présenter des observations orales ou en faire présenter par un membre de sa famille, parent ou allié au degré successible, par un avocat régulièrement inscrit ou par un avoué exerçant dans le département.

Si le représentant est un membre de la famille, il devra être porteur d'un pouvoir sur papier non timbré, dispensé de la formalité de l'enregistrement, avec signature légalisée.

L'assistance judiciaire sera accordée à tout intéressé qui en fera la demande au président du tribunal départemental.

Sur la demande de l'intéressé, et si des motifs graves s'opposent à sa comparution devant le tribunal, le président pourra déléguer un des membres du tribunal pour entendre le demandeur, dans une autre localité ou à son domicile, en ses observations.

**ART. 40.** — Le tribunal pourra ordonner une vérification médicale complémentaire et prescrire, s'il y a lieu, la mise en observation.

Il sera alloué au militaire, pendant la durée de la mise en observation, une indemnité quotidienne déterminée par un règlement d'administration publique.

La vérification médicale sera faite par un ou trois experts, choisis par le tribunal, sur une liste établie par lui au commencement de chaque année judiciaire ; elle aura lieu là où le tribunal le jugera convenable et, au besoin, au domicile du demandeur.

Ce dernier aura le droit de se faire assister de son conseil et d'un médecin civil. Il pourra produire des certificats médicaux. Ceux-ci seront annexés et sommairement discutés au procès-verbal, ainsi que l'avis du médecin civil.

S'il y a contradiction formelle entre l'avis des médecins experts et celui du médecin de l'intéressé, le tribunal pourra ordonner une nouvelle expertise qui sera confiée à trois médecins désignés, l'un par le Ministre compétent, l'autre par le demandeur, le troisième par le tribunal.



Ces règles seront notamment applicables en cas d'aggravation de blessures ou de maladies survenues après la liquidation de la pension.

Le tribunal ordonnera, du reste, toutes mesures d'instruction et d'enquête qu'il jugera utiles.

Dans tous les cas de mise en observation ou d'hospitalisation, lorsque l'invalidité n'aura pas excédé un mois, les employeurs ne pourront s'en prévaloir pour rompre le contrat de travail.

ART. 41. — La décision du tribunal sera motivée.

Si le demandeur ne se présente pas ou ne se fait pas représenter au jour indiqué pour l'audience, la décision sera rendue par défaut.

Elle sera notifiée à la partie défaillante par exploit d'huissier signifié à personne à la requête du commissaire du Gouvernement.

L'opposition ne sera recevable que dans la quinzaine de la notification par huissier. Elle aura lieu par une déclaration au greffe faite verbalement ou par lettre recommandée. Il en sera délivré récépissé. La signification contiendra mention des prescriptions comprises au présent paragraphe.

En cas d'opposition, les parties intéressées seront citées par exploit d'huissier, pour la prochaine audience utile, en observant les délais de l'article précédent.

La décision qui interviendra sera alors réputée contradictoire.

Toute décision contradictoire sera notifiée par exploit d'huissier.

Le commissaire du Gouvernement fera élection au greffe du tribunal pour les significations qui devront lui être faites.

Les délais prévus par la présente loi seront comptés et augmentés conformément aux dispositions de l'article 1033 du Code de procédure civile.

ART. 42. — Les décisions du tribunal départemental des pensions sont susceptibles d'appel devant la cour régionale des pensions, soit par l'intéressé, soit par le ministère public.

L'appel sera introduit par lettre recommandée adressée au greffier de la cour dans les deux mois de la signification de la décision. Si l'appelant est le ministère public, il devra notifier, sous la même forme, son appel à l'intimé.

Les règles posées par les articles précédents pour la procédure à suivre devant le tribunal départemental seront également applicables devant la cour.

Si la décision que le tribunal départemental des pensions ou la cour régionale sont appelés à prendre implique la solution préjudicielle d'une question d'état, ils surseoiront à statuer jusqu'à ce qu'elle ait été résolue par la juridiction compétente.

L'assistance judiciaire sera accordée, à tous les intéressés qui le demanderont, devant la cour régionale.

ART. 43. — Le pourvoi devant le Conseil d'État pour excès ou détournement de pouvoir, vice de forme ou violation de la loi, sera formé au plus tard dans les deux mois de la signification de la décision faite dans les conditions prévues par l'article 41. Il sera formé, soit par l'intéressé, soit par le

Ministre de la Guerre, soit par le Ministre de la Marine ou celui des Colonies, suivant les cas. Il donnera lieu à une déclaration au greffe du tribunal ou de la cour qui aura rendu la décision objet du recours et il sera notifié dans la huitaine à l'intéressé à la requête du commissaire du Gouvernement.

Dans la quinzaine de cette dernière notification, les pièces seront adressées au Conseil d'État. Les recours prévus ci-dessus ont lieu sans frais.

Les pourvois formés en vertu de l'article 58 de la présente loi pourront l'être en dehors des délais prescrits par le paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

Lorsque le Conseil d'État aura annulé la décision d'un tribunal départemental ou d'une cour régionale, l'affaire sera renvoyée par lui devant la cour régionale d'un autre ressort.

ART. 44. — Les décisions, ainsi que les extraits, copies, grosses ou expéditions qui en seront délivrés, et généralement tous les actes de procédure auxquels donnera lieu l'application de la présente loi, seront dispensés des formalités de timbre et d'enregistrement. Ils porteront la mention expresse qu'ils sont faits en exécution de la présente loi.

ART. 45. — Par dérogation aux dispositions du présent titre prescrivant des délais, les décrets de concession et les décisions portant refus de pension, de gratification ou de majoration, qui seront intervenus au cours de la guerre actuelle ou dans les dix mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, pourront être attaqués devant les juridictions prévues au présent titre pendant un an à dater dudit décret.

ART. 46. — La présente loi est applicable aux instances engagées devant le Conseil d'État et qui n'auront point été jugées au jour de sa promulgation.

ART. 47. — Le règlement d'administration publique prévu à la présente loi pourra décider la création de plusieurs sections du tribunal départemental des pensions dans le département de la Seine et dans les autres départements où cette création sera reconnue nécessaire.

Ces sections pourront siéger dans les chefs-lieux d'arrondissement.

Pour la composition de ces sections, les présidents et juges du tribunal civil du chef-lieu et le membre du conseil de préfecture pourront être remplacés par les présidents et juges du tribunal civil du chef-lieu d'arrondissement.

Le règlement d'administration publique déterminera également, pour l'application de la présente loi, la composition, les attributions et le ressort des juridictions destinées à remplacer, dans les colonies et pays de protectorat relevant du Ministère des Colonies, les tribunaux départementaux et cours régionales prévues au titre IV.

Il statuera, en outre, sur la manière dont il sera procédé à la vérification médicale prévue par l'article 40 de la présente loi.



Services  
du Personnel  
et du Matériel  
de l'Administration centrale.

Archives administratives.

Par ordre du Ministre de la Guerre,

Le Chef des Services du Personnel et du Matériel  
de l'Administration centrale

Certifie que des registres matricules et documents déposés  
aux Archives de la Guerre il a été extrait ce qui suit :

Nom et prénom : Baron. Gabriel  
né le 22 Novembre 1877 à Maillet  
(Alhier)

Détail des Services.

Entré au service à compter du 16 Novembre 1898  
comme appelé au 149<sup>ème</sup>  
régiment d'Infanterie.

Envoyé en congé comme  
Soldat. le 27 Septembre 1901

Passé dans la réserve de  
l'armée active. le 1<sup>er</sup> Novembre 1901

Rappelé à l'activité comme  
Soldat au 98<sup>ème</sup> régiment

territorial d'Infanterie le 6 Août 1914

Passé au 113<sup>ème</sup> régiment d'Infanterie le 9 Octobre 1914

Parti aux Armées. le 28 Mai 1915

Évacué "blessé". le 18 Juin 1916

ambulance 238, Secteur postal

24 le dit. jour.

Passé ambulance 107 Secteur

postal 24,

Ambulance 167 Ardonnières

Bar. de. Duc.

Hôpital d'évacuation 20/2.

Secteur postal 24.

le 14 Juin 1916

le 13 Juillet 1916

le 13 Juillet 1916

Pour extrait :

*[Signature]*

Vérifié :

Le Sous-Chef,

Le Chef de Bureau,



Hôpital Auxiliaire 14 Fontainebleau } du 16 juillet 1916  
 } au 31 août 1916  
 Hôpital Générale 2<sup>ter</sup> Bois le Roi, } du 1<sup>er</sup> septembre 1916  
 } au 28 septembre 1916  
 Hôpital Centre Spécial de réforme d'Enxelles } du 26 septembre 1916  
 } au 4 octobre 1916  
 en convalescence de 30 jours,  
 Rentrée au dépôt, le 3 octobre 1916  
 le 3 novembre 1916  
 Entré hôpital centre de neuropathologie de la  
 13<sup>em</sup> région N<sup>o</sup> 49 à Vichy pour "suite de blessure." } du 21 novembre 1916  
 } au 20 février 1917  
 Hôpital centre Spécial de réforme de Roanne du 21 février 1917  
 Réformé temporairement 8<sup>em</sup> catégorie et  
 proposé pour une gratification de 7<sup>em</sup> catégorie  
 20%, par la commission spéciale de Roanne  
 pour "Forte de substance osseuse du crâne"  
 (éclat d'obus) le 26 février 1917  
 Maintenu réformé temporairement, 8<sup>em</sup>  
 catégorie, par la commission spéciale  
 de Montluçon pour "même motif" le 21 juin 1917  
 Admis à la gratification par Décision  
 Ministérielle du 3 septembre 1917  
 notifiée le 18 septembre 1917  
 Réformé temporaire N<sup>o</sup> 1 renouvelée, gratification  
 de 7<sup>em</sup> catégorie, par la commission spéciale  
 de Riom, le 19 février 1918  
 Réforme temporaire N<sup>o</sup> 1 renouvelée avec  
 maintien de la gratification de 7<sup>em</sup> catégorie  
 par la commission spéciale de Montluçon  
 pour "cicatrice de trépanation, interparietale,  
 sous battements, symptômes habituels aux  
 trépanés" le 18 février 1919  
 Réformé définitivement, proposé pension temporaire  
 invalidité 28% par la commission spéciale  
 de Roanne pour "même motif" le 5 janvier 1920



Invalidité 28% par la commission spéciale de  
Roanne pour "même motif".  
Par arrêté en date,

le 16 juin 1921  
du 31 Décembre 1921

il a été concédé une pension de 600 francs  
avec jouissance du 16 février 1921.

Invalidité 28% maintenue par la commission  
Spéciale de Montluçon pour "légèlles de trépanation  
avec brèche offene de la grandeur d'une pièce de 2 frs  
à la partie médiane et Supérieure de la tête; troubles  
nerveux; varices de la jambe gauche;" le 5 Décembre 1922

Invalidité 38% par la commission Spéciale de  
Roanne pour "même motif".

le 7 Décembre 1922

Campagne. Contre l'Allemagne: du 6 Août 1914 au 26 février 1917  
Blessure. Blessé le 13 juin 1916 au fort de Vaux (Meuse) éclat d'obus  
région parieto-frontale avec fracture du crâne "trépanation"

En foi de quoi, le présent Certificat a été délivré pour servir et valoir  
ce que de raison.

Fait à Paris, le 24 JUIN 1930

PAR DÉLÉGATION:

Le Chef du Bureau des Archives Administratives



Délivré sans aucuns frais

à Monsieur le Maire

de Nassigny  
(Allier)

en réponse à sa demande enregistrée n° 11.772. -3.

NOTA. — LE PRÉSENT CERTIFICAT TIENT LIEU DE DUPLICATA DE BREVETS,  
DE LETTRES DE SERVICE, DU CONGÉ DE LIBÉRATION, DU CONGÉ DE RÉFORME.

Le détenteur du présent certificat est invité à le conserver et  
à n'en produire qu'une copie certifiée lorsqu'il aura besoin d'en  
faire usage.